



PAR COURRIEL

Québec, le 27 août 2024

Madame Christiane Germain  
Présidente du conseil d'administration  
Santé Québec  
930, chemin Sainte-Foy, 6<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1S 2L4

Madame la Présidente,

Suivant l'analyse de l'ensemble des données réelles finales au 30 juin 2024 et des prévisions de dépenses anticipées au 31 mars 2025 qui ont été transmises au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), la situation budgétaire des établissements publics du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) n'est pas au niveau de ce qui est attendu à ce moment-ci, et ce, bien que des budgets additionnels importants ont été consentis pour la consolidation des services.

Initialement annoncé en mars 2023 lors du Discours sur le budget 2023-2024, puis réitéré en mars 2024 lors du Discours sur le budget 2024-2025, le gouvernement s'est engagé à éliminer le déficit gouvernemental observé pour retourner à l'équilibre budgétaire au plus tard en 2029-2030. Pour y parvenir, les mesures nécessaires doivent être prises, et ce, dès maintenant.

Le MSSS adhère entièrement à cette orientation et collabore à cet engagement. Cette volonté a d'ailleurs été signifiée à plusieurs reprises au RSSS depuis l'automne 2023 et, encore récemment, lors :

- de la présentation du budget 2024-2025 le 12 mars 2024 au Comité de gestion du réseau (CGR), dans le cadre des points statutaires des CGR;
- des correspondances déterminant les budgets initiaux (24-FA-00143) et les budgets révisés (24-FA-00232) du RSSS;
- des consignes encadrant le suivi de la situation financière des établissements du RSSS – circulaire du 7 juin 2024.

... 2

Les établissements du RSSS se doivent de respecter les budgets octroyés et des mesures immédiates de rigueur doivent être mises en place. Ainsi, il est demandé au RSSS, et ce, dès maintenant, de prendre les mesures administratives nécessaires, y incluant des mesures d'optimisation additionnelles pour améliorer la situation, et ce, sans ajouts de budgets additionnels en provenance du MSSS. Notons également que ces mesures d'optimisation ne doivent pas avoir pour effet d'affecter les services à la population.

Rappelons qu'en vertu de la Loi sur l'équilibre budgétaire du réseau public de la santé et des services sociaux (Loi), un établissement public ne doit encourir aucun déficit à la fin de l'exercice financier. Nous invitons donc le conseil d'administration de Santé Québec à adopter rapidement toute mesure susceptibles d'aider les établissements à atteindre et à maintenir l'équilibre budgétaire dans le respect des lois, règlements et directives. De plus, l'article 11 de la Loi précise que lorsque la situation financière d'un établissement public le justifie, particulièrement lorsque le maintien de l'équilibre budgétaire de cet établissement est menacé, le ministre peut établir des mécanismes de contrôle afin de s'assurer de l'atteinte de l'objectif de la présente loi. Il peut notamment exiger de cet établissement la mise en place d'un programme d'évaluation ou d'un programme de vérification interne.

Afin de soutenir le RSSS dans ses efforts visant l'atteinte de l'équilibre budgétaire, une attention particulière sera portée aux dépenses réelles mensuelles déclarées dans les prochains mois. Des statistiques seront prévus avec certains établissements afin de discuter de leurs situations financières respectives et des correctifs qui pourraient être apportés afin d'atteindre l'équilibre budgétaire.

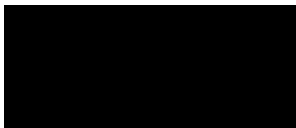
Considérant l'avancement de l'exercice financier 2024-2025, un plan d'action pour redresser la situation budgétaire des établissements du RSSS est attendu de Santé Québec pour les établissements du RSSS qui seront intégrés à Santé Québec au 1<sup>er</sup> décembre prochain. Ce plan doit être transmis au MSSS pour le 30 septembre 2024.

...3

Pour toute information, nous vous invitons à communiquer avec madame Kathleen Munger, sous-ministre adjointe au financement, à l'allocation des ressources et au budget à l'adresse [kathleen.munger@msss.gouv.qc.ca](mailto:kathleen.munger@msss.gouv.qc.ca).

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Daniel Paré

c. c. M<sup>me</sup> Geneviève Biron, Santé Québec  
M<sup>me</sup> Kathleen Munger, MSSS  
Directrices et directeurs des ressources financières des établissements publics de santé et de services sociaux  
Présidentes-directrices générales et présidents-directeurs généraux des établissements publics de santé et de services sociaux  
Présidentes-directrices générales adjointes et présidents-directeurs généraux adjoints des établissements publics de santé et de services sociaux

N/Réf. : 24-MS-04009-001